welt hunger hilfe

Pour un monde sans faim

60 ANS

Guide d'orientation

# LA NUTRITION : FONDEMENT DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN

# Table des matières


Résumé ..... 3

Introduction ..... 3

Rôle de la nutrition dans le développement humain et en tant que droit humain fondamental ..... 4

Facteurs exerçant une influence sur les régimes alimentaires sains ..... 4

Pourquoi la malnutrition reste un défi ..... 5

La lutte contre la malnutrition requiert une réponse multisectorielle à différents niveaux ..... 6

Une gouvernance nutritionnelle solide est une condition préalable à toute action politique cohérente ..... 9

L'engagement pratique de Welthungerhilfe ..... 11

Revendications politiques ..... 12

Bibliographie ..... 14

Mentions légales ..... 15

## Résumé

Une bonne nutrition n'est pas seulement la base d'une vie saine et active pour tou·te·s dans le monde entier. Le droit à une alimentation adaptée est avant tout un droit humain reconnu au niveau international. Et pourtant, les niveaux de malnutrition restent inacceptables dans le monde entier, la sous-nutrition affectant en particulier les pays du Sud. En conséquence, des millions d'enfants ne peuvent s'épanouir pleinement, ce qui entraîne des pertes économiques et pèse lourdement sur les systèmes de santé des pays affectés. Lutter efficacement contre la malnutrition requiert des réponses multisectorielles et intégrées à différents niveaux. Parallèlement, un changement systémique durable ne peut être réalisé que si une gouvernance nutritionnelle solide garantit l'intégration de la nutrition, la place comme priorité au sein des programmes sectoriels pertinents et assure une action politique cohérente.

## Introduction

Une bonne **nutrition est cruciale pour le développement et le bien-être humains**. Et pourtant, des centaines de millions de personnes ne disposent pas d'un accès sécurisé à une alimentation saine : elles souffrent de malnutrition. Aucun pays au monde n'est certes épargné par le fléau de la malnutrition, mais la majorité des données qui font état de femmes et d'enfants souffrant de malnutrition proviennent des zones rurales du Sud mondial. Surmonter la malnutrition est un défi majeur du développement rural. Si les zones urbaines sont moins confrontées aux problèmes d'accès à la nourriture que les zones rurales, les pauvres y ont d'autant plus de mal à trouver des aliments sains et ils souffrent d'un risque accru de malnutrition.

La nutrition est devenue, au cours de la dernière décennie, un **axe crucial du développement**. Elle est maintenant au cœur de toutes les stratégies de Welthungerhilfe. Welthungerhilfe a renforcé l'intégration de la nutrition dans ses programmes par le biais de son approche stratégique Programmation orientée à améliorer la nutrition (PoN), et elle participe à l'élaboration des politiques nationales et mondiales en la matière.

Ce guide d'orientation a été élaboré à partir des publications et des articles existants de Welthungerhilfe, de l'expérience issue des programmes et des données pertinentes récentes. Il repose sur un travail de consultation impliquant bon nombre de membres expérimenté·e·s parmi le personnel de Welthungerhilfe en Allemagne et dans nos programmes de pays en Afrique, en Asie et en Amérique latine, ainsi que d'expert·e·s externes. Il répond à trois objectifs :

1. donner des conseils au personnel et aux partenaires de Welthungerhilfe quant à leur travail de programme et de plaidoyer en matière de nutrition ;
2. partager les travaux et l'orientation politique de Welthungerhilfe sur la nutrition avec les partenaires de développement et le public intéressé en Allemagne et hors d'Allemagne ;
3. exprimer des revendications à l'égard des décideur·euse·s politiques et des acteurs du développement quant aux mesures à mettre en place pour éliminer la malnutrition aux niveaux local, national et mondial.

## Rôle de la nutrition dans le développement humain et en tant que droit humain fondamental

**La malnutrition peut prendre différentes formes, dont** la sous-nutrition[1], la surnutrition[2] et les carences en micronutriments. Les personnes touchées par les carences en micronutriments souffrent de ce que l'on appelle « la faim cachée » : elles consomment suffisamment de calories, mais certains micronutriments vitaux, notamment la vitamine A, le fer, l'iode ou le zinc, leur font défaut. La malnutrition peut avoir des répercussions graves sur les fonctions de l'organisme et nuire au développement cognitif et mental de l'enfant, à la productivité professionnelle des adultes et à la performance économique de tout un pays. En matière de malnutrition, les coûts estimés imputables aux pertes de productivité représentent entre 3 et 16 % du PIB des pays à faible revenu, alors que les retombées socio-économiques de l'investissement dans la nutrition sont significatives et durables. Chaque dollar alloué aux interventions nutritionnelles peut générer un retour sur investissement allant jusqu'à 16 USD.

La satisfaction des besoins nutritionnels de chacun·e est un **droit humain**. Tout être humain a droit à une alimentation saine, suffisante et adaptée à ses besoins, comme le stipule l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. À ce jour, 171 pays se sont engagés, en vertu du droit international, à respecter, protéger et garantir le droit humain à l'alimentation.

## Facteurs exerçant une influence sur les régimes alimentaires sains

L'adoption **d'un régime alimentaire sain** dépend des types et quantités d'aliments existants et disponibles, de leur valeur nutritionnelle, de la connaissance des régimes alimentaires nutritifs, des traditions et des croyances culturelles, et des goûts personnels de chacun·e. La juste combinaison de différents aliments garantit un apport équilibré en nutriments. Selon les régions, les zones climatiques et les pratiques culturelles, les compositions des repas peuvent être très variées. La nourriture doit être accessible et abordable pour tou·te·s, et exempte des contaminations pouvant survenir pendant la culture, le stockage ou la transformation. Un environnement sûr et hygiénique lors de la préparation et de la consommation des aliments est crucial pour la prévention des maladies. Parallèlement, un système immunitaire affaibli à cause d'un apport énergétique trop faible et d'un manque de vitamines et minéraux est une cause indirecte de mortalité infantile due aux maladies infectieuses dans les pays à faible revenu. D'où l'importance de coupler les interventions en matière de santé et de nutrition.

Aujourd'hui, un nombre considérable de pays[3] sont confrontés au phénomène **du « triple fardeau de la malnutrition »** : une sous-nutrition aiguë et chronique, des carences en micronutriments et une augmentation du surpoids et de l'obésité. La **transition nutritionnelle** amplifie le phénomène à l'échelle mondiale. Elle fait référence au bouleversement rapide des habitudes et des régimes alimentaires traditionnels, qui favorise une consommation croissante d'aliments et de boissons ultra-transformés bon marché, mauvais pour la santé, riches en sucre, en sel et en graisses, aux dépens d'aliments entiers et peu transformés. Avec la pénétration significative des calories « mauvaises pour la santé » sur le marché, les multinationales sont les principales responsables de l'accélération du changement vers des régimes alimentaires mauvais pour la santé, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Les stratégies commerciales de l'industrie alimentaire affectent également la situation alimentaire, avec la vente et la promotion des aliments, et l'accès ou non aux aliments sains (notamment financier). En conséquence, les maladies non transmissibles (MNT) prolifèrent, parmi elles le diabète, l'hypertension, les accidents vasculaires cérébraux et certains cancers. Les stratégies visant à promouvoir des habitudes de consommation et une culture alimentaire basées sur des aliments sains, diversifiés, durables et, dans la mesure du possible, locaux retiennent de plus en plus l'attention, y compris dans le Sud. Elles requièrent cependant un soutien structurel et financier plus important pour continuer à gagner en importance. La taxation des aliments et des boissons riches en calories mauvaises pour la santé (par exemple, les boissons sucrées ou les aliments hautement transformés) et l'interdiction à la vente de ces produits, en particulier pour les enfants, permettraient de soutenir les politiques alimentaires saines dans les pays à faible revenu.

1 La sous-nutrition est la conséquence d'apports en nutriments inappropriés en termes de quantité ou de qualité, d'une mauvaise assimilation des nutriments ou encore de besoins importants liés à un état de santé dégradé. La sous-nutrition se manifeste soit par un retard de croissance (taille inférieure à la moyenne d'âge, malnutrition chronique) soit par l'émaciation (faible poids par rapport à la taille, malnutrition aiguë), avec différents niveaux de gravité, mais parfois aussi par une combinaison des deux formes.

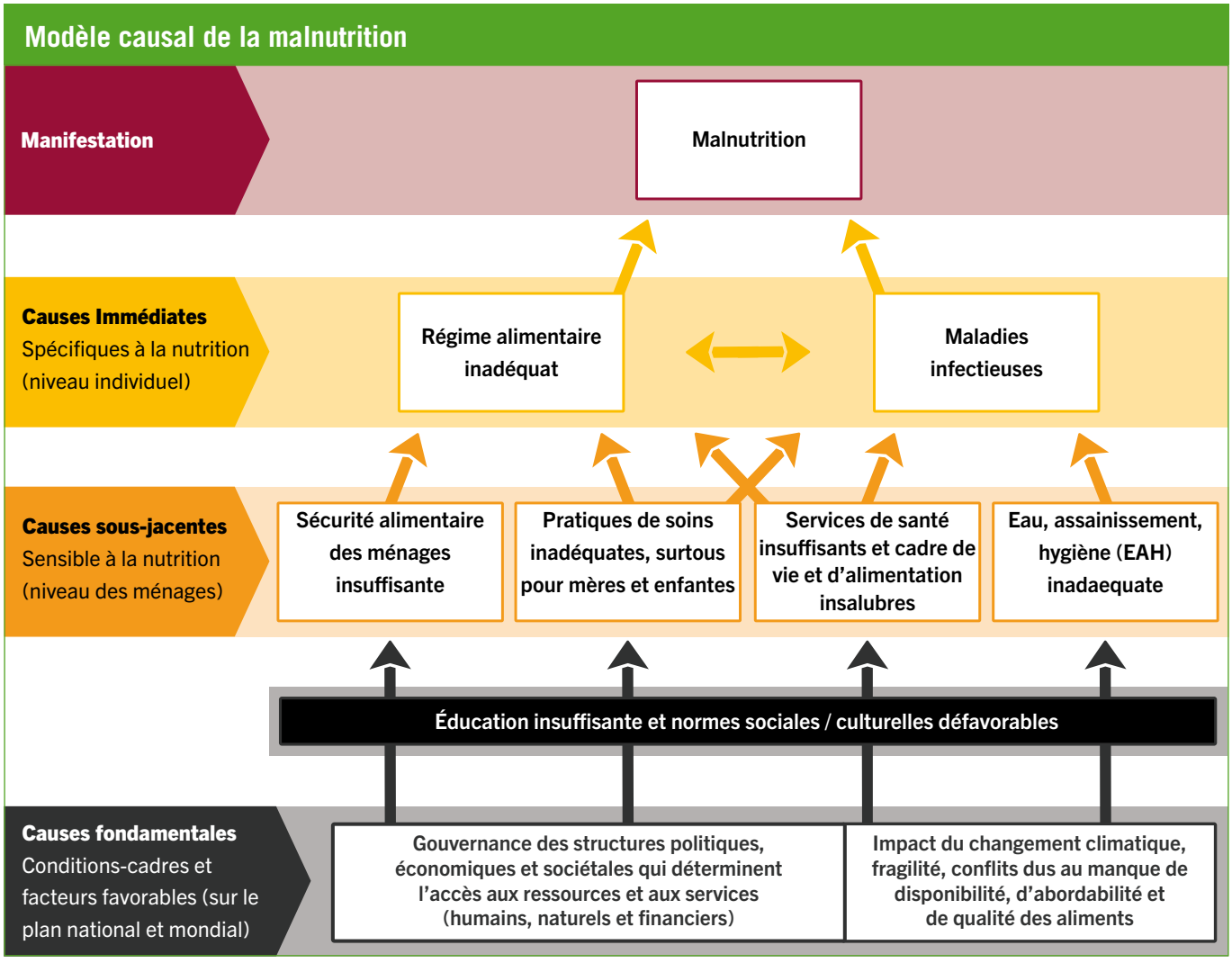
2 La surnutrition résulte d'un régime alimentaire insuffisamment diversifié, basé sur les féculents et un apport calorique trop élevé par rapport aux besoins de l'organisme. La surnutrition se manifeste par le surpoids ou l'obésité et entraîne souvent un risque accru de maladies non transmissibles.

3 En 2021, 41 des 141 pays pour lesquels on disposait de données pertinentes étaient confrontés au triple fardeau de la malnutrition, dont 30 en Afrique subsaharienne (GNR 2021).

## Pourquoi la malnutrition reste un défi

Les **causes du fardeau mondial de la malnutrition sont complexes**. Welthungerhilfe se conforme au cadre conceptuel de la malnutrition élaboré à l'origine par l'UNICEF. Ce cadre met en évidence plusieurs facteurs interdépendants et responsables de la malnutrition à différents niveaux (immédiat, sous-jacent et fondamental), et propose les réponses sectorielles nécessaires correspondantes pour empêcher ou combattre efficacement la malnutrition.

**Les causes immédiates de la malnutrition** sont liées à des apports alimentaires inadaptés ainsi que les maladies. **Les causes sus-jacentes** comprennent une combinaison de facteurs liés à la sécurité alimentaire, aux inégalités de revenus et de genre, aux pratiques de soins inadéquates, aux services de santé, d'assainissement, d'eau et d'hygiène (WASH), à la protection sociale et à l'éducation. **Les causes fondamentales** sont systémiques, multiformes et interdépendantes. Elles comprennent les structures économiques et sociétales qui limitent ou empêchent l'accès aux ressources et aux services pour une nutrition adaptée, favorisant ainsi la pauvreté et creusant les inégalités comme les déséquilibres existants (par exemple, le difficile accès des femmes à l'éducation). Ces structures sont façonnées par les conditions et les directives du cadre politique. Enfin, les conflits et le changement climatique ont aussi des répercussions sur la disponibilité des aliments et l'accès aux denrées alimentaires, et l'appauvrissement de la biodiversité entraîne la raréfaction de variétés riches du point de vue nutritionnel, et avec elle des conséquences certaines sur la nutrition des populations.




Source : Welthungerhilfe, adapté de l'UNICEF

Toute forme de malnutrition constitue une **violation du droit humain à l'alimentation**. L'approche fondée sur les droits humains, en particulier le droit à une alimentation adéquate[4], doit être le fondement des politiques agricoles et alimentaires, et des autres politiques sectorielles relatives à la nutrition.

4 Comme stipulé à l'article 11.2 (a) du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

© Schwenzfeier/Welthungerhilfe

## La lutte contre la malnutrition requiert une réponse multisectorielle à différents niveaux

**La malnutrition aiguë** (émaciation) se traite. Le traitement est parfois indispensable et peut sauver des vies, mais il est préférable d'empêcher la survenue de la malnutrition aiguë. La lutte contre la malnutrition aiguë est cruciale dans certaines situations critiques consécutives à des conflits, des catastrophes naturelles ou des crises économiques. Pourtant, la malnutrition existe également dans des situations plus stables ou pour les urgences nutritionnelles dites « chroniques ». Dans ces contextes, des interventions ciblées (la détection précoce de la malnutrition aiguë dans les communautés, par exemple, rendue possible par le dépistage et l'orientation vers les centres de santé), un traitement par des « aliments thérapeutiques prêts à l'emploi » (ATPE) et la supplémentation de produits nutritionnels spécifiques ou d'un mélange de produits nutritionnels spécialisés sont utilisées pour traiter l'émaciation, remédier à certaines carences en micronutriments et garantir une alimentation adaptée dans le but de prévenir les décès liés à la malnutrition. Dans les situations d'urgence, l'aide alimentaire est l'intervention immédiate la plus importante pour prévenir la malnutrition.

Les programmes de prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë sont souvent partie intégrante des systèmes de santé nationaux et largement soutenus par la communauté humanitaire, notamment lorsque la malnutrition aiguë est importante et chronique. Cependant, la couverture des interventions nutritionnelles par les systèmes de santé est mal répartie dans certaines régions, et certains sous-groupes de population sont laissés pour compte. Pour gagner en efficacité, il est donc important de relever les défis systémiques en matière de prestations équitables et d'étendre la portée des systèmes de santé par le biais de plates-formes de prestation communautaires.

**Le contrôle des carences en micronutriments** repose sur une variété d'approches telles que la diversité alimentaire, la supplémentation, la fortification alimentaire, la fortification industrielle et la biofortification ou agronomique. Il est particulièrement important de satisfaire les besoins en micronutriments des femmes enceintes et allaitantes à travers la stratégie des 1 000 premiers jours de vie (de la conception aux deux premières années de l'enfant) comme des enfants et adolescentes, au titre de mesures préventives et curatives. Toutefois, l'administration de micronutriments ne s'attaque pas aux causes structurelles de la malnutrition. Il faut donc intégrer cette mesure aux stratégies nutritionnelles globales à l'échelle nationale, régionale et locale.

Les programmes axés sur la malnutrition aiguë doivent être des mesures de soutien et ne peuvent en aucun cas remplacer les actions à long terme menées contre les causes sous-jacentes de la malnutrition. **La malnutrition chronique** (retard de croissance), conséquence de la combinaison de toutes ces causes, peut devenir irréversible si elle n'est pas traitée de manière adéquate. Des interventions multisectorielles doivent permettre de l'éviter au cours des 1 000 premiers jours de vie. Cela exige la promotion des pratiques optimales d'alimentation maternelle, des adolescents, du nourrisson et des jeunes enfants, en faisant le lien entre la nutrition et les comportements sanitaires associés tout au long du cycle de vie. Pour de telles interventions, une programmation à long terme efficace et contextualisée **du changement social et de comportement (CSC)** est essentielle. Cette programmation doit être basée sur les messages de base des paquets standard nationaux. Elle peut également peut être renforcée par des séances interactives et spécifiques au contexte qui tiennent compte des liens culturels avec les aliments disponibles localement.

Il ne suffit pas de connaître les éléments constitutifs d'une alimentation saine pour vaincre la malnutrition chronique. De nombreux facteurs ont un impact sur la diversification des régimes alimentaires et sur la façon dont les gens nourrissent et prennent soin de leurs enfants : les préférences culturelles et les tabous, les goûts de chacun·e, les contraintes de temps et les rôles de genre, par exemple. Un **CSC** qui rassemble tous ces aspects doit donc **être placé au cœur des interventions de nutrition et intégré aux autres secteurs pertinents**. Le CSC fonctionne bien dans le contexte des groupes (groupes de mères ou de pères établis qui utilisent l'approche de la déviance positive, par exemple) ou en intégrant les contenus relatifs à la nutrition dans les formations pour les groupes d'agriculteur·rice·s, l'éducation scolaire ou les clubs de santé communautaires. Le CSC peut permettre de modifier les habitudes de consommation alimentaire et les pratiques d'alimentation infantile, les soins, l'assainissement et l'hygiène, et peut renforcer la capacité des adolescent·e·s, des femmes et des hommes de faire de meilleurs choix pour eux-mêmes et leurs familles.

La possibilité d'améliorer l'accès à l'alimentation et la diversité alimentaire pour les ménages ruraux pauvres est directement liée à leur propre **production agricole** commerciale et à celle des petit·e·s exploitant·e·s. Welthungerhilfe fait la promotion du soutien financier aux stratégies permettant spécifiquement d'augmenter les récoltes et de stabiliser les revenus, tout en protégeant ou en régénérant les ressources naturelles. Améliorer la diversité de la production agricole peut contribuer à améliorer la diversité alimentaire, mais un ciblage précis est nécessaire. Dans les cas où la diversité de la production est déjà élevée, améliorer l'accès des petit·e·s agriculteur·rice·s aux marchés peut être une stratégie plus efficace pour garantir une alimentation équilibrée. Les éléments clés pour améliorer l'impact nutritionnel de l'agriculture passent par le renforcement des capacités des femmes et l'intégration des CSC liés à la nutrition. Les programmes axés sur les potagers domestiques et sur la production alimentaire à domicile, parmi lesquels l'élevage de petits animaux ou l'entretien de bassins à poissons, l'utilisation responsable des aliments sauvages ou sous-utilisés et l'application des connaissances autochtones, se sont également avérés efficaces pour améliorer l'accès à des régimes alimentaires riches en micronutriments, en particulier pour les ménages vulnérables.

© Dasmarowitz/Welthungerhilfe

**Les cultures biofortifiées** sont des cultures riches en certains nutriments, principalement identifiés à partir de la biodiversité. En général, la biofortification se fait par la sélection, mais la teneur en nutriments peut parfois résulter de l'utilisation d'engrais naturels ou chimiques. Ces cultures peuvent contribuer à fournir des micronutriments aux familles agricoles rurales qui disposent d'un accès limité à des aliments sains, à condition que les semences soient disponibles et accessibles, et que les produits soient acceptés par les consommateur·rice·s. Toutefois, à trop centrer les politiques et les programmes agricoles sur les cultures de base biofortifiées, on risque de perdre de vue l'objectif d'une production agricole diversifiée et durable. Aussi, leur utilisation doit toujours être couplée à des interventions visant à promouvoir une production agricole diversifiée et durable, et un régime alimentaire équilibré. Welthungerhilfe n'autorise pas l'utilisation de semences biofortifiées génétiquement modifiées.

Le soutien aux **activités génératrices de revenus** peut permettre d'augmenter les ressources en espèces des ménages, et par là leur pouvoir d'achat et leur capacité à investir dans des biens et services destinés à améliorer la nutrition. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour analyser les liens entre les AGR (maternelles) et la nutrition (infantile), car les revenus générés par les femmes sont plus souvent investis dans la nutrition et la santé de la famille. Les AGR maternelles peuvent également accroître l'accès des femmes aux ressources qui permettent de se procurer de la nourriture, au pouvoir décisionnel et au contrôle des revenus.

L'agriculture, la gestion des ressources naturelles et l'économie rurale sont des secteurs clés pour améliorer durablement la sécurité alimentaire des ménages. Mais elles ne garantissent pas automatiquement une amélioration de la nutrition. Il est important de comprendre **les interactions avec d'autres interventions** telles que WASH, le genre et la protection sociale pour obtenir des résultats en matière de nutrition.

Les infections évitables liées à l'eau et à l'assainissement, telles que les diarrhées, entéropathie environnementale et vers intestinaux, provoquent une diminution des apports nutritionnels et une mauvaise assimilation des nutriments. Conséquence : la sous-nutrition apparaît, qui diminue la résistance aux infections et augmente la probabilité d'une infection répétée. Des programmes WASH à caractère transformateur adaptés au contexte sont nécessaires, qui ciblent les maladies dont souffrent les populations en question et tiennent compte des différentes expositions aux agents pathogènes dans l'environnement immédiat (par exemple, les excréments humains, l'irrigation par les eaux usées ou le bétail). Il est en outre prouvé qu'un manque d'accès à l'eau a des répercussions importantes sur les femmes, car elles sont généralement chargées de la collecte de l'eau. Les améliorations dans le domaine WASH peuvent générer des gains de temps considérables : un temps qui peut être consacré aux soins et à une alimentation infantile adaptée.

Les femmes sont généralement chargées des soins familiaux, en particulier des jeunes enfants. Elles jouent également un rôle majeur dans la production agricole, la transformation et la préparation des aliments. En outre, il est prouvé que les femmes ont un accès plus limité aux terres et aux ressources financières et productives tout en assumant une lourde charge de travail. L'éducation et la condition des femmes, souvent influencées par les normes culturelles, sociales et religieuses, sont fortement corrélées avec le niveau de malnutrition. Dans les régions où les femmes occupent des positions socio-économiques plus avantageuses (éducation, accès aux ressources, revenus, représentation politique, statut juridique), elles bénéficient d'une alimentation plus saine et peuvent mieux s'occuper de leur famille, ce qui se traduit par une malnutrition moins importante chez l'enfant. Il est essentiel de réduire les disparités **entre les sexes** dans des domaines clés pour lutter contre la malnutrition : éducation, santé, statut et rôle des femmes dans la société. Les mesures de renforcement des capacités doivent inclure les adolescentes en tant que futures mères afin d'éviter les mariages précoces et la malnutrition maternelle et infantile. Les mesures visant à une transformation des rôles sexo-spécifiques concernant la prestation de soins et la prise de décisions économiques doivent impliquer aussi bien les femmes que les hommes, et il est important de veiller à ce que le renforcement des capacités des femmes ne soit pas synonyme d'une charge de travail supplémentaire.

**Les systèmes de sécurité sociale** sont un moyen éprouvé de réduire la pauvreté. On sait qu'ils améliorent la disponibilité alimentaire des ménages et la qualité des régimes alimentaires au sein des populations affectées par la pauvreté chronique et/ou affectées par des conflits. Ils peuvent également protéger la santé et la nutrition des ménages agricoles pauvres lorsque ceux-ci doivent affronter la saisonnalité, les chocs climatiques ou d'autres crises. La probabilité que les programmes de protection sociale produisent des résultats nutritionnels peut être augmentée si les objectifs nutritionnels y sont délibérément inclus, par exemple en fournissant des bons pour des aliments nutritifs, en ciblant les groupes vulnérables sur le plan nutritionnel avec des transferts d'argent conséquents, ou en faisant la promotion de programmes d'alimentation scolaire avec des repas sains (et, si possible, produits sur place).

© Welthungerhilfe

Comme démontré ci-dessus, la malnutrition est le résultat d'une multitude de facteurs et de systèmes interdépendants, avec les systèmes de santé et d'alimentation au premier plan. Par conséquent, les stratégies et programmes nutritionnels doivent être **multisectoriels** et basés sur les facteurs sous-jacents. Mais il est tout aussi important de favoriser un environnement adapté par une action politique cohérente.

## Une gouvernance nutritionnelle solide est une condition préalable à toute action politique cohérente

Dans de nombreux pays, la **gouvernance en matière de nutrition** s'est améliorée grâce à la création de mécanismes de coordination de la nutrition au sein des ministères. Ces créations reflètent l'importance croissante de la nutrition au sein des agendas politiques. Parallèlement, le secteur de la santé reste au cœur des efforts intersectoriels de coordination pour la nutrition. Le manque de travailleur·euse·s de première ligne formé·e·s pour fournir une couverture universelle en matière d'interventions nutritionnelles de base est un défi majeur. Le fonctionnement des institutions gouvernementales locales et régionales est une condition préalable à la coordination horizontale (intersectorielle) et verticale (de l'échelle nationale vers l'échelle communautaire), et à la cohérence de la planification et de l'action. Le manque de financements et d'allocations budgétaires appropriées pour les stratégies multisectorielles relatives à la nutrition pose des défis majeurs pour la pertinence des interventions nutritionnelles. Dans les contextes où la gouvernance et la mise en œuvre sont fragiles, les acteurs de la société civile et les ONG comme Welthungerhilfe et ses partenaires nationaux ont un rôle à jouer pour renforcer, voire soutenir la mise en place de la coordination de la nutrition (par exemple, en s'engageant par le biais du mouvement Scaling Up Nutrition [SUN]) pour garantir que la majorité des groupes affectés sont représentés ou pour former les travailleur·euse·s de première ligne dans les secteurs pertinents. En outre, les acteurs de la société civile et les organismes communautaires doivent s'engager activement dans des réseaux et des plates-formes nutritionnelles pour plaider en faveur d'un leadership politique fort et garantir la concrétisation des engagements gouvernementaux en matière de nutrition et le suivi régulier des prestations.

Depuis la révolution verte, de nombreux pays du Sud ont mis l'accent sur les cultures de base à rendement élevé pour lutter contre la sous-nutrition. Mais en privilégiant seulement les calories aux dépens de la teneur en nutriments et de la diversité, les légumineuses, fruits et légumes ont été longtemps marginalisés par les politiques agricoles. Aujourd'hui, trois cultures (riz, maïs, blé) fournissent à elles seules jusqu'aux deux tiers des apports énergétiques. En moyenne, les régimes alimentaires sains coûtent presque cinq fois plus cher que les régimes alimentaires qui ne répondent qu'aux besoins en énergie (féculents de base). Les **politiques alimentaires** ne doivent plus être axées seulement sur les apports énergétiques, mais accroître la disponibilité, l'accessibilité physique et financière des aliments sains. Cela nécessite également d'investir davantage dans la recherche sur la production de cultures vivrières riches en nutriments et adaptées au contexte local. L'idéal serait de s'appuyer sur les connaissances et les préoccupations des petit·e·s exploitant·e·s agricoles.

Un environnement favorable comprend également **un accès sécurisé aux terres et l'utilisation des ressources naturelles communautaires**. Si les politiques d'investissement sapent l'accès aux terres, à l'eau ou aux forêts, la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales, en particulier autochtones, est instantanément menacée.

Les défis mondiaux que représentent le changement climatique, la dégradation de l'environnement et la diminution de la biodiversité menacent toutes les dimensions de la sécurité nutritionnelle, et ont des conséquences majeures sur la disponibilité de la nourriture, les soins adaptés et l'accès à des régimes alimentaires sains. Dans le même temps, le système alimentaire mondial actuel contribue de façon importante à ces défis. **Une transformation vers des systèmes alimentaires équitables, socialement inclusifs, durables et résilients** est donc nécessaire. Ces systèmes garantissent la sécurité alimentaire et des niveaux nutritionnels appropriés tout en limitant l'impact négatif sur l'environnement. Intégrer les communautés à de tels systèmes alimentaires permet de répondre aux défis que posent le changement climatique, les phénomènes météorologiques extrêmes, les crises économiques et le risque de conflits violents. C'est la condition pour garantir des régimes alimentaires sains et durables[5] aux générations futures (réduisant la pression sur les ressources naturelles tout en étant acceptables sur le plan socio-culturel et économiquement accessibles à tou·te·s).

5 Selon la FAO et l'OMS, les régimes alimentaires sains et durables sont les habitudes alimentaires qui favorisent toutes les dimensions de la santé et du bien-être individuels, ont un poids et un impact faible sur l'environnement, sont accessibles, abordables, sûres et équitables, et culturellement acceptables. Les objectifs d'une alimentation saine et durable sont d'atteindre une croissance et un développement optimaux pour tou·te·s, de soutenir le fonctionnement et le bien-être physique, mental et social à tous les stades de la vie pour les générations présentes et futures, de contribuer à prévenir toutes les formes de malnutrition, de réduire le risque de MNT liées à l'alimentation et de soutenir la préservation de la biodiversité et de la santé de la planète. OMS/FAO (2019) : Sustainable Healthy Diets – Guiding Principles.

# L'engagement pratique de Welthungerhilfe

Promouvoir **la Programmation orientée à améliorer la nutrition (PoN)** en tant qu'approche intégrée et multisectorielle dans tous les programmes pour traiter les causes multiples et interdépendantes de la malnutrition et identifier les facteurs qui permettent de prévenir la malnutrition sous toutes ses formes. L'alignement des interventions sectorielles sur l'amélioration de la nutrition est assuré par l'adhésion à six principes directeurs clés de la PoN[6] au cours du processus de planification, notamment une évaluation nutritionnelle approfondie et potentiellement les interventions suivantes.

- Promouvoir les **comportements nutritionnels optimaux** pertinents pour les 1 000 premiers jours (« fenêtre d'opportunité ») et jusqu'à l'adolescence **(alimentation maternelle, de l'adolescent·e, du nourrisson et jeune enfant (MAIYCF) avec l'allaitement optimal comme base, la santé, l'hygiène, et les pratiques de soins)** par la promotion d'un environnement propice aux interventions nutritionnelles et de **changement social et de comportement (CSC)** .
- Lier les activités de CSC à des mesures **destinées à accroître la disponibilité de divers aliments riches en nutriments pour les ménages,** notamment la promotion des potagers domestiques, l'utilisation durable des aliments disponibles localement, des aliments sauvages ou sous-utilisés, l'élevage de petits animaux (bétail, volaille et poisson, par exemple), ainsi que la préparation, la conservation et la transformation des aliments dans des conditions d'hygiène satisfaisantes préservant leur valeur nutritive, les interventions **WASH**, et la sensibilisation aux rôles sexo-spécifiques**.**
- Promouvoir **une agriculture sensible à la nutrition** en orientant les méthodes de culture vers une diversité de plantes et de variétés riches en nutriments (dont les cultures biofortifiées) tout en assurant la durabilité (utilisation durable du sol, de l'eau, de la biodiversité, de l'énergie et réplicabilité des semences).
- Renforcer les compétences et soutenir l'esprit d'entreprise, en particulier pour les femmes et les adolescent·e·s, et renforcer les chaînes de valeur sensibles à la nutrition et les liens avec le marché pour **améliorer les revenus** au niveau des ménages.
- **Identifier et traiter la malnutrition aiguë** dans les contextes d'aide humanitaire et d'aide au développement, en collaboration avec les structures gouvernementales locales et les autres partenaires pertinents (par exemple, le PAM) à travers : la mise en place **d'un mécanisme de dépistage de masse et d'un soutien pour le référencement vers les centres de santé** et le développement d'outils innovants (par exemple, **l'outil de suivi de la croissance des enfants – Child Growth Monitor**), en proposant **des programmes d'alimentation supplémentaires** et **de supplémentation en micronutriments spécifiques**, en soutenant les structures gouvernementales locales et les agent·e·s de vulgarisation afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience des systèmes de services déjà en place, ou en fournissant **des interventions communautaires** (par exemple, des camps nutritionnels).
- Soutien aux **programmes d'alimentation scolaire** (aliments produits sur place) dans lesquels les communautés jouent un rôle actif pour fournir des denrées aux enfants des écoles grâce à des contributions alimentaires et financières individuelles, ou la production de nourriture par les parents.

Promouvoir des **approches multisectorielles spécifiques et complexes** pour traiter les causes à différents niveaux :

- **Établir des liens entre l'agriculture et la gestion des ressources naturelles + WASH pour la sécurité nutritionnelle (LANN+)** en investissant dans l'agriculture durable, la gestion durable des ressources naturelles, la promotion de l'utilisation responsable des aliments sous-utilisés et/ou sauvages, les interventions WASH et la génération de revenus liés à une éducation nutritionnelle.
- Établir **des communautés disposant de connaissances nutritionnelles**, au titre d'une approche qui combine quatre stratégies imbriquées :
  1. favoriser le changement de comportement au sein du ménage ;
  2. renforcer et soutenir les institutions communautaires ;
  3. activer et améliorer les services liés à la nutrition au niveau communautaire ;
  4. promouvoir un plaidoyer communautaire pour la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate.

Collaborer avec **les partenaires locaux** pour soutenir le **droit à une alimentation adaptée**:

- Renforcer **les capacités des communautés** grâce à la planification communautaire participative sensible à la nutrition, les informer sur leur **droit à une alimentation adéquate** et leur donner les moyens de **revendiquer de meilleures prestations des services publics comme de plaider pour l'amélioration des cadres politiques**, assurant ainsi des changements systémiques à long terme.
- Promouvoir et soutenir l'**intégration des programmes de nutrition et de santé** avec les institutions gouvernementales (par exemple, par le biais de l'engagement dans le mouvement SUN).

6 Les six principes de la PoN sont inspirés de la FAO et comprennent : 1) l'évaluation et l'analyse du contexte nutritionnel régional/local 2) l'intégration des objectifs et des indicateurs nutritionnels dans les résultats 3) le ciblage selon la vulnérabilité sociale, physiologique et nutritionnelle 4) la collaboration et la coordination avec les parties prenantes, partenaires, secteurs de la sécurité nutritionnelle 5) le renforcement des capacités des femmes et la sensibilisation aux questions de genre 6) l'éducation nutritionnelle.

## Revendications politiques

- Les gouvernements, en tant qu'entités redevables, doivent travailler de manière cohérente à **la concrétisation du droit à une alimentation adéquate**, en soutenant la mise en œuvre des directives volontaires des Nations Unies pour le droit à l'alimentation (lois, politiques et programmes nationaux).
- Pour vaincre toutes les formes de malnutrition, tous les acteurs doivent se concentrer sur l'amélioration de **la qualité de la nutrition, en favorisant des régimes alimentaires sains et durables et en donnant la priorité aux enfants pendant leurs 1 000 premiers jours**. Cela doit prendre la forme de mesures d'éducation nutritionnelle notamment, mais également d'une intégration aux programmes dans le domaine de l'agriculture et des chaînes de valeur.
- Les gouvernements et les bailleurs de fonds doivent **mettre en place des mécanismes de financement** allouant des budgets suffisants pour la nutrition par le biais de **plans d'action chiffrés multisectoriels** qui garantissent une couverture élevée d'interventions CSC de qualité et font l'objet d'un suivi minutieux par des mécanismes de redevabilité transparents et **axés sur les données. Des projets à long terme,** d'au moins quatre ans, sont nécessaires pour permettre un changement durable.
- Les gouvernements et les bailleurs de fonds doivent garantir **une programmation multisectorielle qui inclut le renforcement des systèmes de santé** et l'intégration des services nutritionnels de base permettant des soins de qualité, sûrs et dignes, en particulier pour les femmes et les filles. La nutrition doit être un objectif explicite (même pour des secteurs non spécifiques à la nutrition), sans quoi les résultats nutritionnels risquent d'être annulés par un environnement politique global contraire.
- Les gouvernements doivent s'assurer **que les politiques alimentaires** – du développement rural à l'agriculture en passant par l'aide alimentaire et les politiques fiscales – augmentent la **disponibilité physique et financière** des aliments sains et accélèrent leur mise en œuvre.
- Les gouvernements et les bailleurs de fonds doivent intensifier les **programmes de protection sociale** pour réduire les inégalités et empêcher les ménages pauvres de tomber dans une crise alimentaire et nutritionnelle en raison de crises externes. Ils doivent adopter une approche sensible à la nutrition dans leur conception et leur mise en œuvre, et faire participer les acteurs de la société civile pour que les programmes soient adaptés au contexte et que les participants se les approprient.
- Tous les acteurs doivent veiller à ce que les programmes de sécurité alimentaire prennent **en compte la problématique du genre** et garantissent le renforcement des capacités des femmes et des filles, ainsi que les causes et les facteurs de l'inégalité entre les sexes.

# Bibliographie

Heidkamp D., Piwoz E., Gillespie S., et al. (2021): Mobilising evidence, data, and resources to achieve global maternal and child undernutrition targets and the Sustainable Development Goals: an agenda for action. Lancet; 397: 1400–18. https://doi.org/10.1016/S0140-6736(21)00568-7

Bhutta Z., Das J., Rizvi A., Gaffey M., Walker N., Horton S., Webb P., Lartey A., Black R. (2013): Evidence-based interventions for improvement of maternal and child nutrition: what can be done and at what cost? Lancet, 382(9890):452-477. https://doi.org/10.1016/S0140-6736(13)60996-4

Ickowitz A., Powell D., Rowland D., Jones A., Sunderland T. (2019). Agricultural intensification, dietary diversity, and markets in the global food security narrative, Global Food Security, Volume 20. https://doi.org/10.1016/j.gfs.2018.11.002

FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO (2020): The State of Food Security and Nutrition in the World 2020. Transforming food systems for affordable healthy diets. Rome, FAO. https://doi.org/10.4060/ca9692en

Global Nutrition Report (2020): Action on equity to end malnutrition. Development Initiatives.

Winoto Subandoro A., Holschneider S., Ruel-Bergeronc J. (2021): Health, Nutrition, and Population (HNP) Discussion Paper Operationalizing Multisectoral Nutrition Programs to Accelerate Progress: A Nutrition Governance Perspective, World Bank Group. https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/36802/Discussion-Paper.pdf?sequence=1&isAllowed=y

# Mentions légales

**Publié par :**
Deutsche Welthungerhilfe e. V.
Friedrich-Ebert-Straße 1
53 173 Bonn, Allemagne
Allemagne
Tél. +49 (0) 228 2288-0
Fax +49 (0)228 2288-333
info@welthungerhilfe.de
www.welthungerhilfe.de
Membre d'Alliance2015

**Responsable de la publication :**
Asja Hanano, unité Politiques et relations extérieures ; Arno Bratz, unité Stratégies, savoirs et apprentissages sectoriels

**Auteur·e·s :**
Nathalie Demel et Navya Nadimpalli, avec des contributions de Lisa Maria Klaus et de Simone Welte

Nous tenons à remercier tou·te·s les collègues et les expert·e·s externes qui ont apporté leur expertise notamment lors du processus de consultation et à publier ce document d'orientation.

**Rédactrice en chef :**
Silvia Richter

**Conception graphique :**
Anja Weingarten

**Photo de couverture :**
Éthiopie, Amhara ; Henrik Wiards

**Publiée en :**
Juin 2022

BRO-OPN-NS-FR-50/22

**Welthungerhilfe IBAN DE15 3705 0198 0000 0011 15, BIC COLSDE33**

Deutsche Welthungerhilfe e. V.,Friedrich-Ebert-Straße 1, 53173 Bonn, Allemagne, Tél. +49 (0) 228 2288-0, Fax. +49 (0)228 2288-333, www.welthungerhilfe.de